
Le mois

Kim De Gelder

COLETTE WILMOTTE

Que s'est-il passé dans la tête de ce garçon de vingt ans que l'on dit sans histoire? Comprendrons-nous un jour?

Pour autant, la vie ne sera pas rendue à ces bébés, à cette femme. J'ose à peine imaginer l'effroi des parents, confiants, le matin, en déposant leur bébé à la crèche. J'ose à peine... La douleur pourra-t-elle s'atténuer? Leur blessure se refermer? Il faudra qu'ils soient très forts pour continuer. Je ne parle même pas des enfants blessés, dont les séquelles physiques et mentales laisseront des traces indélébiles.

Très vite pourtant, ma pensée s'est tournée vers les parents de Kim. La compassion que j'éprouve pour la maman est énorme, certains penseront peut-être indécente. Comment vivre encore avec ce terrible poids: avoir enfanté un être capable de tels actes?

On parle de schizophrénie! Et voilà, le mot est lâché! On pourra énoncer mille théories pour définir cette maladie, ce mal de vivre qui s'installe insidieusement dans l'âme d'un enfant qu'on a aimé, accompagné, guidé du mieux qu'on a pu. On pourra trouver mille facteurs qui ont contribué à ce dérèglement: la drogue, la violence des jeux vidéo, la société vacillante dans laquelle beaucoup de jeunes perdent leurs repères. On pourra...

Bien sûr, justice doit être rendue! Bien sûr, on doit empêcher Kim de nuire à d'autres personnes.

Mais comment? En l'enfermant définitivement? En réclamant la peine de mort, pour répondre à la vindicte populaire? Au Moyen-Âge, on disait de ces personnes qu'elles étaient possédées du démon et elles étaient condamnées au bûcher ou à la torture. Heureusement, on n'en est plus là! Même si je me dis parfois que la mort lui serait plus clémente que la vie avec ce poids terrible de l'acte qu'il a commis. Trouvera-t-il au fond de lui une manière responsable de continuer, une façon de vivre en réponse, en réparation un tant soit peu consolante pour ceux qui restent? La société l'aidera-t-elle en cela? J'ose espérer que les institutions psychiatriques feront tout ce qu'elles peuvent.

Beaucoup ont peur pour leur sécurité, celle de leurs enfants. Il est fort à parier que de nouvelles initiatives vont être prises, caméras de surveillance, portes blindées et autres protections susceptibles de calmer les esprits. C'est oublier qu'aucune mesure, aussi forte soit elle, n'a jamais empêché les dérives fatales. Il suffit de regarder vers les États-Unis, champions en la matière! La peur et l'angoisse ne font jamais avancer les choses, bien au contraire.

Si je suis tellement affectée par cet événement, ce n'est pas un hasard. J'étais et reste mère d'un enfant de vingt-deux ans. Il était différent, rêveur, décalé, incapable de s'astreindre aux contraintes de notre société. Entré en psychiatrie, il a été déclaré schizophrène. La souffrance terrible de ces jeunes et la solitude morale dans laquelle ils se trouvent, même entourés de l'amour de leurs proches, sont à peine explicables. Dans le

cas de mon fils, Quentin, elle fut fatale puisqu'il s'est donné la mort cet été. Quentin n'a fait de mal qu'à lui-même, mais il est mon enfant et ma douleur est immense.

Voilà pourquoi, ma compassion va autant vers les parents des victimes que vers les parents de Kim.

Vous me direz, tout cela n'est qu'un constat fataliste ! Je ne le crois pas, c'est la réalité simplement. Je ne détiens aucune vérité, ni aucune formule magique. Je crois seulement qu'il faut trouver au fond de nous-mêmes ce qu'il y a de meilleur et l'offrir à ceux qui veulent bien le recevoir. C'est ce que j'ai tenté de faire aujourd'hui avec toutes mes limites et mes imperfections. Je crois aussi qu'il faut pouvoir pardonner, c'est-à-dire donner par-delà la douleur, voir, au-delà de sa propre peine, les limites de celui qui vous a fait souffrir. J'ai conscience que mes propos sont presque insoutenables. Et pourtant, j'ai pardonné à Quentin de nous avoir laissés, comme je lui ai demandé pardon de ne pas l'avoir compris. ■

29 janvier 2009

Journalistes : un tout petit parfum de marche blanche

BENOÎT LECHAT

En langage internet, on appelle ça un « buzz ». Rarement une pétition circulant sur internet aura rencontré autant de succès en aussi peu de temps. Il aura en effet suffi que les rédactions en chef de *La Libre Belgique* et du *Soir* refusent la publication d'une carte blanche signée par quelques profs d'université condamnant le licenciement brutal de quatre journalistes de l'hebdomadaire *Le Vif* pour que la Toile s'enflamme et que la carte blanche soit bien davantage lue que si elle avait été d'emblée publiée par les journaux. Toutes proportions évidemment gardées, le « non » des rédac' chefs a résonné un peu comme l'arrêt Spaghetti de sinistre mémoire, donnant l'impression d'un establishment voulant

imposer le silence à une société civile méchamment parquée dans l'ignorance. Comme il fallait s'y attendre, même s'ils sont toujours difficiles à mesurer, les dégâts en termes d'image ont été tels que les rédactions en chef des deux journaux ont dû céder et publier soit des extraits (*Le Soir*), soit l'intégrale (*La Libre Belgique*), mais accompagnée d'un mot du directeur du *Vif*, Ahmid Faljaoui.

La crise économique
cache la crise identitaire

L'anecdote est symptomatique du mélange de défiance et de fascination que l'internet exerce sur les médias traditionnels. Mais elle est surtout révélatrice du climat de peur qui s'est abattu sur les rédactions belges depuis quelques mois. « Tout le monde se regarde en chien de faïence, en se demandant qui va être licencié », raconte un journaliste de presse écrite. Ce sont les groupes flamands qui ont ouvert la série noire. Au *Morgen*, qui appartient au Persgroep (*Het Laatste Nieuws*, *Dag Allemaal*), il est question de vingt-six pertes d'emploi. Chez Corelio (*De Standaard*, *Het Nieuwsblad*, et aussi du côté francophone, les journaux de *Vers l'Avenir*), soixante emplois sont directement menacés. La Vlaamse Mediawaatschappij (VMMa) actionnaire de la chaîne de télévision privée VTM a annoncé en décembre 2008 la suppression de vingt-huit emplois sur quatre cent trente. Du côté francophone, outre les quatre licenciements de journalistes du *Vif*, cinquante-deux licenciements sont prévus chez Rossel (*Le Soir*, les titres de *Sud Presse*), dont vingt-cinq pour le seul quotidien *Le Soir*. Les éditeurs semblent avoir résolu d'anticiper la crise économique et ses répercussions sur les recettes publicitaires.

Mais la perte d'audience de la presse écrite, singulièrement en Communauté française, n'est pas neuve, même si elle semble avoir connu une récente accélération. Par exemple, entre le troisième trimestre 2007 et le troisième trimestre 2008, la diffusion totale quotidienne du

Soir est ainsi passée de 94 469 à 89 165 journaux vendus, soit une baisse de 5,61 %, alors qu'il était encore nettement au-dessus de la barre des 100 000 exemplaires vendus en 2003. Toute une profession tremble pour son avenir, d'autant que les pertes d'emploi ne risquent pas de renforcer la qualité et qu'on ne voit pas encore quels ressorts les rédactions vont actionner pour arrêter ce qui ressemble fortement à une spirale négative.

Viabilité économique et légitimité démocratique

Mais il est tout aussi symptomatique que ce soient les licenciements du *Vif* qui aient suscité l'indignation collective alors que la perspective des pertes d'emploi bien plus importantes dans les autres rédactions n'avait pas suscité de mouvement comparable. Car au fond, la défenestration indigne de quatre journalistes (Isabelle Philippon, Pascale Gruber, Élisabeth Mertens et la rédactrice en chef Dorothee Klein) qui fait suite à une longue litanie de licenciements purement « autoritaires » de plumes aussi talentueuses que celles de Jacques Gevers, Jean-François Dumont et Stéphane Renard, est moins dictée par la situation économique de Roularta que par la volonté obstinée de sa direction de ne pas laisser dépasser d'un millimètre les limites de l'autonomie de ses rédactions. Elle semble en outre bien résolue à ne pas mettre de gants quand il s'agit de rappeler qu'un journal ne doit sa viabilité économique qu'à ses ventes et aux bénéfices de ses actionnaires, comme l'indiquent les conditions du licenciement. Les usagers d'internet qui ont fait tourner la pétition semblent, eux, avoir voulu défendre la légitimité que les journaux tirent de leur rôle démocratique, contre les arguments de viabilité économique des éditeurs. Ceux-ci y voient, ou du moins feignent d'y voir, encore la base de leur indépendance rédactionnelle, même si les impératifs du partage des aides à la presse (et des recettes

publicitaires) les amènent à être un peu plus prudents à l'égard du politique.

La condition des journalistes

La contradiction est certes aussi vieille que la presse écrite, en Belgique² comme ailleurs. Elle est d'ailleurs appelée à connaître une nouvelle illustration avec la modification annoncée par la ministre de l'Audiovisuel, Fadila Laanan, des critères d'octroi de l'aide à la presse. Celle-ci pourrait renforcer le lien entre les aides et certaines conditions, notamment en matière de statuts rédactionnel et social des journalistes, ce dont s'est félicitée l'Association des journalistes professionnels (AJP). Fadila Laanan n'a également pas fermé la porte à la proposition formulée par Écolo d'organiser en Communauté française des États généraux de la presse, tout en indiquant, non sans raison, que la période électorale qui s'ouvre n'est sans doute pas la plus propice.

Mais au-delà de la perspective d'un éventuel renforcement des aides à la presse et du petit ballon d'oxygène qu'elle pourrait apporter au secteur, c'est l'identité de la profession de journaliste qui est toujours en demande de redéfinition. Au fond, on peut se demander si l'arrivée d'internet et la perte des lectorats ont fondamentalement changé la difficulté inhérente à la condition sociale des journalistes telle que la décrivait Max Weber. Dans son célèbre *Le savant et la politique*, celui-ci affirmait en 1919 que « la plupart des gens ignorent qu'une "œuvre" journalistique réellement bonne exige au moins autant d'"intelligence" que n'importe quelle autre œuvre d'intellectuels, et trop souvent l'on oublie qu'il s'agit d'une œuvre à produire sur-le-champ, sur commande, à laquelle il faut donner une efficacité immédiate dans des conditions de création qui sont totalement différentes de celles des autres intellectuels ». Au-delà de la lutte pour la survie économique de leurs entreprises,

1 Source : site de la JFB, l'association des éditeurs francophones.

2 Pierre Van den Dungen, *Milieux de presse et journalistes en Belgique au XIX^e siècle (1828-1914). Des origines de l'État constitutionnel bourgeois aux débuts de la démocratie de masse*, Académie royale de Belgique, 2005.

les journalistes ont peut-être aussi pour obligation de davantage s'interroger collectivement sur les conditions autant intellectuelles que morales que requiert ce que Weber appelait l'« œuvre journalistique ». Est-on en particulier vraiment certain qu'internet a fondamentalement changé les termes du problème ? Puisse la présente crise au moins un peu contribuer à ce débat. ■

Eluana Englaro

GIUSEPPE SANTOLIVIDO

Eluana Englaro est née le 25 novembre 1970 à Lecco, Lombardie. Elle est décédée le 9 février 2009 à Udine, Frioul. Le 19 janvier 1992, un terrible accident de voiture la plonge dans un état végétatif permanent, alors qu'elle n'a qu'une petite vingtaine d'années. En 1996, le diagnostic des médecins est implacable : le cortex cérébral d'Eluana est déconnecté de son cerveau, définitivement, entraînant une dégénérescence irréversible de toutes les fonctions dont il est responsable : l'intellect, l'affectif, la conscience. En 1999, le père d'Eluana, Beppino Englaro, déclaré tuteur de sa fille par la justice italienne, introduit une action légale pour mettre fin à l'action thérapeutique des médecins. Avec un tel diagnostic, la presque totalité des pays européens cessent d'alimenter le patient après dix-huit mois d'assistance. Pas l'Italie. En l'absence d'un document attestant de la volonté d'Eluana, le débat fait rage, deux camps ennemis s'affrontent, l'Église déclare craindre une porte ouverte à l'euthanasie. Après un long cheminement judiciaire qu'il serait inutile de détailler, la Cour d'appel de Milan autorise, en juillet 2008, la suspension de l'alimentation artificielle et de l'hydratation d'Eluana. Mais, le 3 septembre 2008, la Région lombarde refuse de renseigner à la famille l'établissement à même d'exécuter la décision de la Cour d'appel. Le 8 octobre 2008, la Cour constitutionnelle, arguant du fait que la requête de Beppino Englaro reflète les conceptions philosophiques de sa fille, confirme les décisions de la Cour de cassation et

de la Cour d'appel. Entre-temps, l'état de santé d'Eluana s'est encore aggravé à la suite d'une hémorragie interne.

Nous ne reviendrons pas sur les considérations éthiques, morales, philosophiques qui alimentent le débat politique italien depuis de nombreux mois dans le cadre de ce qui est désormais devenu l'affaire Eluana. Toutes sont légitimes et demandent à être exprimées, confrontées, débattues. C'est le propre d'une saine démocratie. Toutefois, tout régime démocratique qui se respecte repose aussi, et peut-être même surtout, sur deux socles imprescriptibles : la séparation des pouvoirs et l'existence, au sein de chaque corps institutionnel, de contre-pouvoirs efficaces. L'affermissement de ces principes est une source indispensable de l'État de droit et de la paix civile.

À cet égard, l'enseignement politique que nous pouvons tirer de la gestion de l'affaire Eluana par le gouvernement de M. Berlusconi est pour le moins interpellant. En effet, le respect et la séparation entre les pouvoirs supposent qu'un acte législatif, de portée générale, ne puisse avoir pour objet exclusif de contourner une décision judiciaire définitive. Or, le 6 février 2009, trois jours à peine après le transfert d'Eluana à la clinique La Quiete d'Udine où des médecins devaient suspendre son alimentation, après avoir procédé pendant trois jours aux vérifications nécessaires, Monsieur Berlusconi affirme, aux micros de la télévision italienne : « Aucun formalisme juridique ne m'arrêtera, je ne laisserai pas assassiner Eluana. » Épousant en bloc l'argumentation du Vatican, M. Berlusconi fait donc adopter par son gouvernement, le jour même, un décret d'urgence interdisant l'interruption de l'alimentation et de l'hydratation des patients en état végétatif persistant, contournant *de facto* les décisions de la Cour d'appel de Milan, de la Cour de cassation et de la Cour constitutionnelle.

Non content de cette violation éhontée et revendiquée de la séparation des pouvoirs, mais fort des encouragements de l'Église, le chef

du gouvernement décide d'aller plus loin. Le lendemain, M. Giorgio Napolitano, président de la République italienne, déclare l'urgence inappropriée dans une matière aussi complexe et par ailleurs en débat au Parlement, ajoutant qu'il n'existe pas d'élément nouveau si ce n'est l'impulsion suscitée par la médiatisation d'un cas particulier. Il refuse donc de contresigner le décret, le jugeant contraire aux prescrits constitutionnels. Qu'importe ! Monsieur Berlusconi déclare que la Constitution est d'inspiration soviétique, s'autorisant à ne pas souscrire aux recommandations du chef de l'État. La seule légitimité qui vaille émane du peuple, dit-il, il est le Premier ministre, démocratiquement élu et doit donc pouvoir gouverner comme bon lui semble.

Cette affirmation, émanant du chef de gouvernement d'une des principales démocraties européennes, est extrêmement grave. Selon M. Berlusconi, il n'y a donc rien au-dessus de ce que veulent les représentants du peuple. L'intérêt de la loi, édictée par ces mêmes représentants du peuple, peut tout autoriser. Point de hiérarchie des normes qui tienne, point de corps de lois obligatoire, point de droits consacrés et, naturellement, point de contre-pouvoirs. Cohérent avec lui-même, le Premier ministre décide dès lors, après avoir bafoué l'autorité de la chose jugée, d'ignorer également la décision du garant d'une Constitution soviétique. Le lendemain, il convoque son Conseil des ministres et fait transformer le décret d'urgence non contresigné par le président de la République en projet de loi (le libellé demeure identique). Il ordonne ensuite aux présidents de la Chambre et du Sénat de faire adopter le texte en quelques jours, espérant ainsi qu'il soit d'application avant la mort programmée d'Eluana. Sans réel débat parlementaire (la majorité de centre-droit est écrasante dans les deux chambres), sans réel débat scientifique, sans réel débat citoyen, Monsieur Berlusconi décide donc d'interdire par voie législative, dans tous les cas de figure, l'arrêt de l'alimentation artificielle et de l'hydratation des patients en état végétatif.

Nous pouvons affirmer sans craindre de nous tromper que le chef du gouvernement italien n'a probablement jamais lu Aristote, auquel cas il saurait que dans les formes dégénérées de la démocratie, le pouvoir n'est plus celui des droits consacrés, mais de la traduction législative des désirs. Cette manière de faire déraisonnée, ce mépris ostentatoire pour toute forme de contre-pouvoir est-elle uniquement due à l'inculture politique de M. Berlusconi ? La thèse selon laquelle il s'agirait des travers sans conséquence d'un personnage impulsif, culturellement et politiquement trop léger pour la fonction qui est la sienne, nous paraît non seulement fautive, mais aussi terriblement dangereuse. Fausse parce que M. Berlusconi n'en est pas à son premier écart vis-à-vis des règles institutionnelles, les lois *ad personam* pour éviter d'être condamné par la justice ne se comptent plus. Dangereuse si l'on s'en tient aux propos tenus par M. Berlusconi pour expliquer son action dans le cas qui nous occupe. Outre le fait qu'il ait osé affirmer sans honte qu'il lui semblait que certains voulaient, dans cette affaire, se débarrasser d'un poids encombrant, le Premier ministre italien s'est fait tour à tour le porte-parole du mouvement de la vie contre celui des partisans d'une société de la mort, autrement dit d'une société décadente, le pourfendeur d'un complot bolchevique dont la Constitution italienne serait la quintessence juridico-politique et, enfin, le paragon de la bataille pour le respect de la volonté divine et des lois de la nature (tout acte législatif qui reproduit la volonté divine est le bienvenu, a déclaré Monseigneur Angelo Bagnasco, président de la Conférence épiscopale italienne, en soulignant l'action de la majorité gouvernementale).

Si l'on se souvient qu'en novembre 1994, Silvio Berlusconi se déclarait « oint par le Seigneur », ajoutant qu'il y avait quelque chose de divin dans le choix qu'avait fait le peuple italien en l'élisant, nous pensons qu'il serait dangereux de sous-estimer les lésions durables que provoquent de tels procédés dans l'édifice démocratique italien. Le berlusconisme pourrait ne pas s'éteindre avec M. Berlusconi. Des alliés existent et attendent

patiemment leur tour. Relevons à cet égard que l'homme le plus riche d'Italie gouverne avec un parti ouvertement xénophobe, la Ligue du Nord, un parti post-fasciste, Alleanza Nazionale, et a conclu des alliances avec Alessandra Mussolini. La volonté divine, le diktat de la nature, le combat contre la décadence, la fiction politique du complot sont, en effet, autant de ressorts politiques inquiétants, dramatiquement éprouvés par le passé. ■

Élections du 10 février 2009 Effondrements israéliens

PASCAL FENAUX

Le scrutin anticipé du 10 février 2009 a largement confirmé les tendances dégagées en novembre 2008 dans ces colonnes¹ : l'éclatement croissant du champ politique israélien, l'irrésistible marginalisation de l'Avoda (Parti travailliste) et la popularité des listes d'extrême droite. Ces tendances ont été exacerbées par l'opération Plomb forgée lancée par la coalition sortante contre le Hamas dans la bande de Gaza entre le 27 décembre et le 17 janvier.

Avec un total de 25 %, la « gauche » israélienne² est balayée et Ehoud Barak restera dans l'histoire pour avoir infligé au mouvement travailliste sa pire défaite, le parti des pères fondateurs de l'État d'Israël n'obtenant que 10 % des voix³. Le nouveau glissement à droite⁴ est tout aussi ma-

nifeste, avec un total de 52 % des suffrages exprimés. Si le Likoud nationaliste et conservateur de Binyamin Netanyahou recueille 21 % des suffrages, les trois listes d'extrême droite et ultranationalistes enregistrent un succès sans précédent avec 18 % des voix, tandis que les partis ultra-orthodoxes obtiennent 13 % des voix. En définitive, bien qu'ayant coiffé sur le poteau son frère ennemi du Likoud en obtenant 23 % des suffrages, le parti Kadima (centre-droit) de Tzipi Livni sera d'autant plus incapable de former un gouvernement de coalition qu'il n'est pas dans son intention (ni dans celle d'aucun parti de gouvernement, d'ailleurs) d'entamer des négociations avec les partis arabes.

Si l'on fait abstraction des suffrages enregistrés au sein de ce que l'usage local continue d'appeler en hébreu les « minorités » (*me'outim*), c'est-à-dire la minorité arabe d'Israël, le énième glissement à droite observé au sein de la majorité juive ou hébraïque (80 % de la population israélienne) est d'autant plus patent. Dans le seul « secteur » juif, le bloc des droites (droite nationaliste conservatrice, extrême droite ultranationaliste et ultra-orthodoxie) recueille 57 % des voix, le centre-droit, 25 % et la « gauche », 17 %.

Comment expliquer le maintien d'un parti centriste Kadima qui ne perd qu'un siège par rapport au scrutin du 28 mars 2006, alors que beaucoup pensaient que ce parti créé par des transfuges du Likoud nationaliste et quelques transfuges de l'Avoda travailliste (dont Shimon Pérès) ne survivrait pas longtemps à la disparition politique de son fondateur Ariel Sharon en janvier 2006, aux affaires de corruption à l'origine de la démission du Premier ministre Ehoud Olmert et à l'incapacité de sa dauphine Tzipi Livni à lui succéder à la tête d'un gouvernement remanié? De même, comment expliquer l'effondrement du Parti travailliste, lequel n'aura pas bénéficié longtemps du bref regain de popularité de son chef, le ministre de la Défense Ehoud Barak, parrain politique⁵ d'une opération Plomb

1 Pascal Fenaux, « L'interminable atomisation du champ politique israélien », *La Revue nouvelle*, novembre 2008.

2 Traditionnellement, on situe à gauche de l'échiquier politique israélien le Parti travailliste, le Meretz social-démocrate, le Front démocratique (cartel ex-communiste, majoritairement arabe) et les listes arabes présentées par les Palestiniens citoyens d'Israël.

3 Les résultats électoraux cités dans cet article proviennent des sites hébreux <www.ynet.co.il> (*Yediot Aharonot*), <www.politico.co.il> (*Ha'Aretz*) et <http://www.knesset.gov.il> (Parlement israélien).

4 De façon tout aussi traditionnelle, on situe à droite le Likoud (Union, nationaliste), Israël Beiteinou (Israël Notre Foyer, extrême droite russophone), Ha-Ihoud Ha-Léoumi (L'Unité nationale, extrême droite nationaliste), Ha-Bayit Ha-Yehoudi (Le Foyer juif, extrême droite nationaliste religieuse), Shas (Gardiens séfarades de la Torah, ultra-orthodoxie séfarade et orientale) et Yahadout Ha-Torah (Judaïsme de la Torah, ultra-orthodoxie ashkénaze).

5 Pascal Fenaux, « Partie de campagne à Gaza », *La Revue nouvelle*, janvier 2009.

forgé préparée de longue date par l'état-major de l'armée israélienne ?

Les réponses à ces questions sont multiples. Une première façon d'y répondre est de se référer à des contingences de court terme. Ainsi, au terme d'une campagne électorale sans relief, sans âme et sans enjeux clairement assumés, de nombreux reports de voix ont été observés entre de nombreux partis et, comme l'estiment de plus en plus d'analystes, les électeurs israéliens, longtemps enclins à voter pour leurs « tribus » et les partis « sectoriels », se sont ravisés dans les derniers jours en décidant de « voter utile » et en accordant leurs suffrages aux partis les plus susceptibles de barrer la route à des candidats jugés inopportuns.

Concrètement, la déculottée historique de l'Avoda travailliste et le ressac sans doute fatal du petit Meretz social-démocrate ont été entre autres précipités et aggravés par la peur de nombreux électeurs des classes moyennes et supérieures éduquées (qui constituent traditionnellement le vivier électoral de ces formations) d'assister à un raz-de-marée du Likoud de Binyamin « Bibi » Netanyahu et d'Israël Beiteinou, le parti originellement russophone et d'extrême droite d'Avigdor « Yevett » Lieberman⁶. En clair, des centaines de milliers d'électeurs de l'Avoda et du Meretz ont décidé de faire barrage à ce bloc ultranationaliste en votant pour le parti Kadima. La ventilation des suffrages au sein du « secteur » des kibboutzim est à cet égard édifiante. Dans ces anciens villages semi-coopératifs longtemps acquis à l'Avoda travailliste et au Meretz, c'est Kadima qui, lors du scrutin du 10 février 2009, est arrivé en tête avec 31 % des suffrages, contre 30 % pour l'Avoda et 18 % pour le Meretz.

Ce faisant, ces électeurs ont renforcé un phénomène déjà observé en 2006 et qui avait vu le parti Kadima brasser les suffrages de centaines de milliers d'électeurs issus de classes moyen-

nes ashkénazes et urbaines jusqu'alors majoritairement acquises au vieux Parti travailliste⁷. Ce phénomène s'explique aussi par une campagne de communication plus offensive chez Kadima, ainsi que par l'illisibilité et l'inaudibilité du discours des dirigeants travaillistes. Enfin, grâce à ces transferts de voix de la gauche et du centre-gauche vers le parti de centre-droit Kadima, ce dernier a compensé pour partie le retour d'une partie de ses propres électeurs vers la maison-mère, le Likoud, rassurés par le très relatif « recentrage » de Binyamin Netanyahu au cours de la campagne.

Par un certain effet domino, le parti d'extrême droite Israël Beiteinou aurait lui-même récupéré une partie des suffrages du courant ultranationaliste du Likoud, courant ulcéré par le « recentrage » des ténors de la vieille formation nationaliste et conservatrice fondée en 1974 par Menahem Begin et Ariel Sharon. Ce faisant, la formation d'Avigdor « Yevett » Lieberman est parvenue à recueillir des voix bien au-delà de son traditionnel vivier russophone ultranationaliste. En définitive, outre l'Avoda travailliste, l'autre perdant du scrutin du 10 février est donc le Likoud de Binyamin Netanyahu, lequel ne parvient pas symboliquement à reprendre sa place de premier parti politique israélien, ni à tailler des croupières aux frères ennemis de Kadima. Mais, vu le rapport de forces entre grands blocs politiques et l'effondrement travailliste, il est néanmoins probable que le futur titulaire de la présidence du Conseil soit Netanyahu.

Cela dit, ces contingences de court terme ne peuvent suffire à expliquer une telle volatilité des suffrages israéliens. Si les électeurs ont pu papillonner aussi aisément d'une liste à une autre, c'est aussi que les nuances politiques entre ces partis politiques ne sont plus suffisamment claires et affinées que pour capter durablement des loyautés électorales. Certes, le champ politique bascule à droite. Mais, dans le même temps, il existe un continuum évident

6 Shahar Ilan, « L'effet Lieberman a dévasté la gauche au profit de Kadima », *Ha'Aretz*, 12 février 2009.

7 Pascal Fenaux, « L'interminable atomisation du champ politique israélien », *La Revue nouvelle*, novembre 2008.

entre le centre-gauche incarné par l'Avoda travailliste, le centre-droit incarné par Kadima et le courant « raisonnable » du Likoud de droite. D'une part, depuis février 2001, ces partis ont tous peu ou prou cohabité dans les mêmes gouvernements de coalition et ont été à la manœuvre dans le gel du processus diplomatique israélo-palestinien, la marginalisation de l'Autorité palestinienne et la poursuite de la colonisation de peuplement. D'autre part, les nuances entre ces partis sont difficiles à cerner sur la question israélo-palestinienne⁸. Ainsi, même s'il ne l'évoque que du bout des lèvres et en ne voulant y voir qu'une sorte d'entité administrative et économique aux frontières floues et provisoires, le Likoud ne s'oppose plus explicitement à un État palestinien. De même, Kadima est le seul parti à prôner un affrontement avec les colons résistant à l'évacuation des colonies « sauvages », étant donné qu'Ehoud Barak et Binyamin Netanyahou refusent catégoriquement de se confronter aux idéologiques. C'est du moins la ligne commune qu'ils ont défendue pendant la campagne.

L'autre enseignement de ce scrutin est, faut-il le répéter, la complète marginalisation de l'Avoda travailliste, un parti qui a, semble-t-il, définitivement perdu toute perspective de reconquérir l'électorat populaire des villes israéliennes. Le *mahapakh* (renversement) de 1977, qui avait vu les travaillistes céder le pouvoir au Likoud après des décennies de domination sur la société juive hébraïque, était l'aboutissement d'un lent processus d'émergence de nouvelles classes populaires et moyennes juives majoritairement originaires du Maghreb et du Moyen-Orient. Expression des élites bureaucratiques, militaires et industrielles ashkénazes, le Parti travailliste avait été peu à peu délogé des « villes de développement » (villes nouvelles) par un Likoud qui avait eu l'intelligence d'ouvrir ses listes au « second Israël ».

Ce phénomène s'est accentué ces deux dernières décennies, mais davantage dans le sens

d'une tribalisation et d'une radicalisation communautaire et nationaliste, et non plus d'une émancipation politique du « nouvel Israël » par rapport au système travailliste. S'il fallait encore se convaincre de la marginalisation inouïe de la gauche israélienne, les chiffres qui suivent sont éloquentes. Dans des villes de développement comme Ofakim, Sdérot, Beer Sheva, Ashdod, etc., les travaillistes et les sociaux-démocrates ne recueillent en moyenne que 6 % des voix, contre 14 % pour le centre-droit et 78 % pour le bloc de droite ! Longtemps, la progression de la droite dans les villes « classiques » et « mixtes », c'est-à-dire dans les villes historiques de l'ancienne Palestine (Jérusalem mise à part) ou dans les villes « juives » fondées sous le Mandat britannique, avait été tempérée par la persistance de formations politiques de tradition libérale et le maintien d'une certaine mainmise travailliste. Mais, depuis la moitié des années nonante, les diges travaillistes n'ont cessé de céder, ce que confirment les résultats du 10 février. Ainsi, la gauche n'y recueille plus que 22 % des suffrages, contre 22 % pour le centre-droit et 53 % pour le bloc de droite.

De façon assez exemplative, Tel-Aviv, métropole atypique, résiste moins mal (mais néanmoins difficilement) à la vague de droite qui a submergé les grandes villes. Si la gauche n'y recueille que 27 % des suffrages, la progression de la droite (36 % des voix) y est amortie par l'excellent score de Kadima (34 %), lequel a clairement bénéficié du vote utile des classes jeunes et « mondialisées ». Dans une interview réalisée en juin 2008, précisément au cœur du quartier Sheinkin de Tel-Aviv, l'écrivain, essayiste et journaliste Igal Sarna⁹ s'expliquait à ce propos en des termes à la fois passionnés et inquiets : « Nous vivons dans une société profondément double. D'un côté, il y a ce qu'on appelle ici "l'État de Tel-Aviv", dynamique, libéral, avec son gros million d'habitants et une jeunesse incroyablement courageuse, curieuse,

8 Merav David, « Les grands partis misent sur la sécurité », *Maariv*, 29 janvier 2009.

9 Pascal Fenaux (propos recueillis par), « Nous avons fait de ce pays un immense hôpital psychiatrique », *Courrier International*, hors-série, février 2009, p. 47.

débrouillarde, émancipée. D'un autre côté, il y a le reste d'Israël, c'est-à-dire l'État d'Israël avec ses six millions de Juifs orientaux, d'Arabes, de [Juifs] russes, etc. Paradoxalement, l'État de Tel-Aviv est un danger pour Israël. Pourquoi? Non pas à cause de sa liberté, mais bien en raison de sa déconnexion du reste du pays. Les meilleurs de nos jeunes qui le veulent et le peuvent fuient le reste du pays et affluent à Tel-Aviv, laissant le reste du pays s'enfoncer dans la paranoïa, le ressentiment et les guerres tribales. »

Dans les semaines qui viennent, l'on en saura davantage sur les scénarios les plus probables imaginés par les observateurs locaux. Soit le Likoud de Binyamin Netanyahou mettra sur pied un gouvernement de coalition articulé autour d'une tripartite Likoud-Kadima-Avoda. Soit, comme l'espèrent de nombreux intellectuels néoconservateurs, le dirigeant nationaliste optera pour une coalition de droite pure¹⁰ dont l'objectif sera de « résister » à la nouvelle administration américaine. Dans pareille hypothèse, il n'est pas impossible que, en retour et comme le souhaitent d'autres, Kadima et Avoda s'unissent, voire fusionnent à terme au sein d'une grosse formation de centre-gauche¹¹. Mais il est une autre hypothèse : un gouvernement excluant Kadima du pouvoir, le Likoud et l'Avoda s'associant à d'autres au sein d'une coalition dont le principal objectif serait de détruire le parti centriste et d'en récupérer les électeurs. Quelles que soient les issues de ces scénarios, deux choses risquent d'attendre longtemps encore : la réforme du système électoral israélien et la relance d'un processus diplomatique substantiel¹². ■

12 février 2009

Le « droit » de la force contre la force du droit

AUDE MERLIN ET JOËLLE KWASCHIN

« En finir avec le nihilisme juridique. » Tels furent les mots du candidat à la présidentielle russe de mars 2008, Dimitri Medvedev. Ce mois de janvier 2009 sont venus s'ajouter à une liste déjà très préoccupante deux noms faisant mentir la lutte contre ce « nihilisme » : ceux de Stanislav Markelov et d'Anastassia Babourova, assassinés en pleine rue, en plein jour, en plein Moscou, le 19 janvier.

Stanislav Markelov était avocat. Il avait fondé l'Institut de la primauté du droit¹, et organisé tout un réseau d'avocats en Russie. C'était une personnalité exceptionnelle : viscéralement épris de son métier, inflexible sur ses principes, infatigable, prompt à sillonner la Russie entière pour tour à tour conseiller, plaider, soutenir, militer, il était avocat, citoyen, militant. Pétri de convictions de gauche, persuadé que le meilleur moyen pour parvenir à la démocratie, à l'indépendance de la justice, à la séparation des pouvoirs en Russie était de s'appuyer sur le droit existant et se battre pour qu'il soit appliqué rigoureusement à travers le pays, il avait une certaine réticence à « externaliser » les problèmes de lutte juridique. La priorité selon lui² était d'aller jusqu'au bout de ce qu'on pouvait faire sur le territoire russe et dans le champ juridique du droit national. Pour mieux enraceriner les réflexes démocratiques, pour lutter contre l'arbitraire, pour que la force du droit vainque le « droit de la force ». Stanislav Markelov ne plaidait pas seulement pour les victimes de crimes politiques, mais aussi pour tous ceux qui étaient floués de leurs droits économiques et sociaux.

Il fut l'avocat des victimes du théâtre de la Doubrovka, lorsque l'utilisation des gaz consécutifs à la prise d'otages par un commando

10 Mor Altschuler, « Pour une coalition de droite pure », *Yediot Aharonot*, 11 février 2009.

11 Allouf Ben, « Le temps de la fusion est venu », *Ha'Aretz*, 11 février 2009.

12 D'autant que, dans les colonies de peuplement de Cisjordanie, le bloc des droites a recueilli 81 % des suffrages, contre seulement 9 % pour le centre-droit et 3 % pour la gauche...

1 <www.ruleoflaw.ru>.

2 Et fermement rappelée lors d'un entretien d'Aude Merlin avec Stanislav Markelov à Moscou le 4 juin 2008, entretien sur la justice militaire en Russie, « The power of law versus the law of power », retranscrit dans *Journal of Power Institutions in Post Soviet Societies*, <www.pipss.org>.

tchéchéne en plein Moscou en 2002 avait tué cent vingt-neuf personnes. Il défendit également les familles de Blagovechtchensk, une ville du Bachkortostan, victimes d'une sombre *zatchistka* en 2004, un « nettoyage » commis par des forces spéciales du ministère de l'Intérieur (OMON) de retour de Tchétchénie, contaminées par la barbarie, sûres de l'impunité et incapables de se conformer à la vie dans une société russe en paix. Il fut l'avocat, dans plusieurs affaires, d'Anna Politkovskaïa, journaliste à *Novaïa Gazeta*, qui subissait régulièrement, jusqu'à son assassinat le 7 octobre 2006, des menaces d'ennemis, qu'elle avait nombreux. À Grozny, il obtint la condamnation d'un policier qui avait torturé à mort un civil en Tchétchénie, Zelimkhan Mourdalov. Stanislas Markelov fut aussi l'avocat des antifascistes — comme A. Rioukhine, assassiné en 2006 — de plus en plus exposés aux menaces et crimes haineux³. Une affaire dans laquelle il s'était impliqué fit grand bruit, l'affaire Boudanov. Alors que de haute lutte, il avait obtenu, aux côtés d'un confrère tchéchéne, la condamnation à dix ans de détention du colonel Boudanov, responsable du viol et du meurtre d'Elza Koungaïeva, celui-ci avait été relâché de façon anticipée ce 15 janvier 2009. À chaque audience du procès à Rostov, des groupes de néonazis saluaient leur « héros⁴ » devant le bâtiment du tribunal. Lundi 19 janvier, Stanislav Markelov réunissait une conférence de presse à Moscou pour contester cette décision et faire part de sa détermination à saisir la Cour suprême de Russie. À sa sortie du Centre pour le journalisme en situations extrêmes, qui axe ses activités sur les violations de la liberté d'expression, Stanislav Markelov a été tué d'une balle dans la

nuque. Anastassia Babourova, une jeune étudiante en journalisme et pigiste à *Novaïa Gazeta* où elle couvrait en particulier l'affaire Boudanov, a tenté de rattraper le tueur, qui lui a tiré dessus. Quelques heures plus tard, elle succombait à ses blessures.

Stanislav Markelov était la cible de menaces de plus en plus inquiétantes. Lors d'une entrevue à Moscou en juin, après avoir sorti de son sac le fascicule qu'il avait publié sur les antifascistes en Russie, il l'avait vite retourné sur la table de façon à en cacher le titre, disant d'une voix basse : « On ne sait jamais qui peut être là. »

Depuis, les actes d'intimidation contre des contestataires continuent. Début février 2009, Youri Gratchev, un journaliste, âgé de septante-deux ans opposé à la mairie de sa banlieue de Moscou, Solnetchnogorski, a été violemment passé à tabac. Alexei Venediktov, célèbre directeur de la radio indépendante Écho de Moscou, a trouvé devant chez lui une hache plantée dans une bûche et une caméra vidéo. Ces actes montrent qu'à tout le moins, la lutte contre le « nihilisme juridique » n'empêche en rien des individus extrémistes, allergiques à l'idée d'un État de droit et d'une démocratie en Russie, ou sujets à la séduction de l'argent versé pour accomplir de basses œuvres, d'agir, de menacer, de tuer. L'organisation russe Sova (« le hibou »), de vigilance contre les crimes racistes et politiques en Russie, ne cesse de s'alarmer de l'augmentation de leur nombre⁵.

L'enquête concernant la commande et l'exécutant du meurtre de Stanislas Markelov aboutira ou n'aboutira pas, mais on ne peut s'empêcher de rappeler les paroles si justes empruntées à la métaphore du théâtre du sociologue Emmanuel Wallon dans une tribune publiée dans *Libération* le 11 octobre 2006, quatre jours après l'assassinat d'Anna Politkovskaïa, alors qu'à l'époque V. Poutine était président : « Aucun élément n'autorise pour l'instant à lui [au président Poutine] imputer directement ce

3 Voir, par exemple, « Antifascistes en Russie aujourd'hui », <<http://antifarusses.samizdat.net>> et plus généralement le site <<http://www.sova-center.ru>> de vigilance contre les actes criminels commis par néonazis et groupes d'extrême droite. Sur d'autres personnalités que Stanislav Markelov défendait, journalistes, militants écologistes, voir aussi « Les droits de l'homme en deuil après l'assassinat de l'avocat Stanislav Markelov à Moscou », <<http://www.fidh.org/spip.php?article6255>>.

4 Voir sur le site de <www.pipss.org> également Amandine Regamey, « L'opinion publique russe et l'affaire Boudanov », *Military Justice in Russia*, juillet 2008.

5 <www.sova-center.ru>.

forfait. Admettons qu'il n'en soit ni l'auteur ni l'acteur. Supposons même qu'il en soit le spectateur agacé. Force est de constater qu'il a bel et bien construit le théâtre du crime⁶. »

Le nouveau président, qui n'a pas même daigné exprimer ses condoléances à la famille de Stanislav Markelov, arguant que cela serait analysé comme une piste pour l'enquête, et dont le maître mot est celui de la lutte contre le nihilisme juridique, a-t-il ne fût-ce que la volonté d'introduire le droit dans le théâtre de la politique russe aujourd'hui? ■

Le Pakistan dans l'œil du cyclone

CHEYENNE KRISHAN

Les attaques terroristes qui ont eu lieu à Bombay entre les 26 et 29 novembre 2008 ont concentré l'attention de la communauté internationale non sur l'Inde, mais sur son voisin, le Pakistan. Le ton monte entre les deux nations. Delhi accuse Islamabad d'héberger les groupes terroristes responsables des attaques dans la capitale économique de l'Inde. Les autorités pakistanaises sont-elles en mesure de mettre un terme à leurs activités? Rien n'est moins sûr.

Quatre jours avant les attaques terroristes menées à Bombay, le président pakistanais Asif Ali Zardari fit plusieurs propositions aux Indiens. Il s'engageait à renoncer à la menace d'une première frappe nucléaire, à signer un traité sur la non-prolifération et à favoriser la mise en place d'une union économique avec l'Inde. Le fléau du terrorisme est venu masquer de son ombre toutes ces propositions de rapprochement entre les deux frères ennemis.

Le 26 novembre 2008 à 21 heures 20, deux hommes armés de grenades à main et de mitraillettes AK47 entrent dans le hall de la gare centrale de Bombay, la Chhatrapati Shivaji Terminus Station — ou CST comme on l'appelle

habituellement. C'est le début d'une série d'attentats sanglants menés par dix assaillants dans les quartiers touristiques de Bombay entre le 26 et le 29 novembre 2008. Ils firent plus de cent septante morts et au moins trois cents blessés.

Quelques heures après le début des attaques terroristes, Manmohan Singh, le Premier ministre indien, a déclaré à la presse que les attentats avaient été lancés par des « éléments basés hors du pays¹ ». Une accusation habituelle au Pakistan. Un mois plus tard, lors d'une conférence sur la sécurité intérieure, il ajoute : « Il y a suffisamment de preuves pour montrer que, compte tenu de la sophistication et de la précision militaire des attaques de Bombay, elles avaient obligatoirement reçu le soutien de certaines agences officielles au Pakistan² ». Une référence à peine voilée aux services de renseignements pakistanais (l'Inter-Services Intelligence, ISI).

De nombreux spécialistes de la région pensent que les attaques de Bombay avaient pour objectif de déclencher une crise entre l'Inde et le Pakistan et d'amener l'armée pakistanaise à relâcher la pression sur les zones tribales frontalières de l'Afghanistan en transférant ses troupes du côté indien.

Le conflit dans les régions tribales est particulièrement mal vu au Pakistan car il oppose l'armée à son propre peuple, les Pachtounes, tout en combattant simultanément les cellules d'Al Qaïda et d'autres groupes islamistes installés dans la région. Un déplacement des troupes pakistanaises vers la frontière relâcherait l'étau qui se resserre autour de ces groupes. Ceux-ci pourraient se consacrer pleinement à soutenir les talibans afghans engagés contre les forces de l'Otan, l'armée américaine et les forces afghanes.

Exaspéré par l'immobilisme des autorités pakistanaises et agité par la colère de l'opinion publique indienne et par la perspective d'élections générales qui doivent avoir lieu avant le mois de

6 E. Wallon, « Le message à l'Europe d'Anna Politkovskaïa », *Libération*, 11 octobre 2006.

1 Chidanand Rajghatta, « Mumbai attacks: Pak role under scrutiny », *Times of India*, 27 novembre 2008.

2 Randeep Ramesh, « Indian PM accuses Pakistan agencies of supporting Mumbai attack », *The Guardian*, 6 janvier 2009.

mai 2009, le discours indien se durcit. Le parti du Congrès qui mène la coalition au pouvoir ne veut pas être accusé de « faiblesse » par son rival le Parti du peuple indien (BJP).

L'Inde réclame que les autorités pakistanaises agissent pour démanteler les groupes islamistes armés qui sévissent sur son territoire. Ajmal Kasab, le seul militant capturé vivant, serait membre du Lashkar-e-Toiba. Le LeT, un groupe islamiste armé basé au Pakistan fut interdit en janvier 2002 par le général Moucharraf. Pour l'instant le gouvernement indien rejette l'option d'une intervention armée au Pakistan, mais le risque d'une confrontation dans le futur n'est pas totalement exclu.

Alliés dans le Jihad

L'alliance entre les militaires pakistanais et les militants islamistes est un facteur décisif pour expliquer la place qu'occupe aujourd'hui l'extrémisme islamique au Pakistan. Les bases de cette alliance ont été jetées lors de l'invasion de l'Afghanistan par les Russes en 1979. Les services de renseignement pakistanais avec le soutien de la CIA transformèrent la résistance afghane en guerre sainte. Lorsque les Russes se retirèrent en 1989, le pays laissés aux mains de factions moudjahidines s'enfonça dans le chaos. De jeunes talibans issus des madrasas implantés dans les camps de réfugiés afghans formèrent un mouvement pour remettre de l'ordre dans le pays en y imposant leur interprétation de la shari'a.

Les talibans furent très bien accueillis par les Afghans accablés par la corruption et les luttes intestines auxquels se livraient les chefs de guerre moudjahidines. Le soutien des autorités pakistanaises aux talibans à partir de 1994 s'explique par des raisons géostratégiques. Islamabad désirait étendre son influence sur Kaboul par le truchement de la filiation pachtoune qui leur conférait de la « profondeur stratégique » vis-à-vis de l'ennemi indien. La communauté pachtoune s'étend en effet des deux côtés de la frontière entre l'Afghanistan et le Pakistan et constitue

par ailleurs le principal groupe ethno-linguistique que l'on trouve dans les rangs des talibans. Un Afghanistan ami et stable offrait également la perspective d'un accès à l'Asie centrale riche en ressources énergétiques.

À la fin des années quatre-vingt, les islamistes armés vont se tourner vers un autre front. L'amertume née des interventions incessantes et répressives de New Delhi dans les affaires politiques du Cachemire indien marque le début d'une insurrection séparatiste récupérée par les militants islamistes basés au Pakistan. Un attentat à la voiture piégée devant l'assemblée législative du Jammu et Cachemire le 10 octobre et une attaque contre le Parlement indien à New Delhi le 13 décembre 2001 conduisent Islamabad et New Delhi au bord du conflit militaire. À la suite de ces attentats, le Lashkar-e-Toiba et quatre autres groupes militants opérant au Cachemire seront interdits, mais continueront à être actifs.

Le cas du Lashkar-e-Toiba illustre bien la genèse des relations complexes entre les institutions militaires et les islamistes qui menacent aujourd'hui une partie du Pakistan. Longtemps soutenu par l'État pour étendre son influence au Cachemire et en Afghanistan, le LeT s'affranchit progressivement de la tutelle d'Islamabad et élargit son champ d'action aux contacts avec les réseaux internationaux tels Al Qaïda.

Le phénomène islamique armé n'aurait jamais atteint les proportions qu'il a aujourd'hui au Pakistan sans l'appui des institutions militaires. Les groupes islamiques instrumentalisés pour mener des « guerres par procuration » en Inde et en Afghanistan, pour donner de la légitimité aux gouvernements militaires qui se succèdent et pour unifier un pays traversé par des particularismes régionaux, menacent aujourd'hui de déchirer le Pakistan. « Le Pakistan fait face à une fragmentation où les islamistes radicaux contrôlent une partie du pays pendant que l'autre partie avance dans une autre direction politique³. »

³ Zahid Hussain, « Interview with Zahid Hussain », *Asia Source*, 20 mars 2007.

Demi-tour ! le Pakistan fragilisé

Huit ans après le début de la « guerre contre le terrorisme », le jeu des alliances régionales et internationales fragilise le Pakistan. En 2001, la coalition menée par les États-Unis en Afghanistan a repoussé Al Qaïda et ses hôtes pachtounes derrière la ligne Durand⁴. Islamabad a ainsi perdu la « profondeur stratégique » censée lui donner plus d'influence face à son ennemi indien.

Les talibans afghans, Al Qaïda et les autres militants refoulés se sont installés dans les Federally Administered Tribal Areas du Pakistan (FATA). « Les FATA sont devenus un gâteau à plusieurs couches. À la base, on y trouve les tribus pachtounes du Pakistan qui ont créé un taliban pakistanais, le Tarik-e-Taliban mené par Baitullah Mehsud, au milieu se trouve le taliban afghan et au-dessus des groupes militants divers qui forment un anneau protecteur autour d'Oussama Ben Laden⁵. » L'influence de ces groupes se répand progressivement dans les provinces avoisinantes. Les FATA disposent d'un statut particulier et échappent à l'autorité du gouvernement central. Cette zone de non-droit a été utilisée par le Pakistan afin de créer un réseau qui peut être mobilisé pour mener ses « guerres par procuration » en Inde et en Afghanistan. Elle est devenue aujourd'hui une sorte de quartier général du terrorisme mondial.

En Afghanistan, le gouvernement d'Hamid Karzai porté au pouvoir par l'Alliance du Nord et les Américains est l'allié de l'Inde. Les États-Unis, longtemps l'allié du Pakistan, ont reconnu la légitimité de l'Inde, mais persistent à traiter Islamabad comme un État paria du club nucléaire. Témoignage de cette évolution : l'Inde en coopération avec l'Iran a construit une autoroute qui joint le réseau routier afghan au port iranien de Chabahar, mettant fin à la dé-

pendance afghane vis-à-vis du Pakistan pour accéder à la mer. Dans ce contexte international, le Pakistan se trouve encerclé par son ennemi héréditaire et les alliés de ce dernier. Aussi bien à l'Est qu'à l'Ouest, les frontières du Pakistan sont floues et contestées. L'insécurité pakistanaise fait pencher la balance du côté des forces de sécurité au détriment du gouvernement civil. Une expression populaire au Pakistan dit que « tous les pays ont une armée, mais au Pakistan l'armée a un pays ».

Malgré les efforts des autorités pakistanaises depuis 2001 pour purger l'armée de ses éléments islamistes, les liens complexes qu'entretiennent les militaires et l'ISI avec les groupes de militants islamistes, longtemps soutenus par l'État pour mener ses « guerres par procuration » en Inde et en Afghanistan, ne pourront jamais être réellement défaits tant qu'Islamabad craint ses voisins. « Notre sécurité nationale est menacée par une politique d'encercllement menée par l'Inde, les États-Unis et l'Otan⁶ », a déclaré le général Mirza Aslam Beg après qu'un accord sur la technologie nucléaire a été signé entre l'Inde les États-Unis et la France.

La pression internationale à laquelle le Pakistan fait face pour démanteler le terrorisme qui se déploie sur son sol et livrer les membres du Lashkar-e-Toiba aux autorités indiennes doit s'accompagner de mesures d'intégration régionales et internationales. Il faut créer les conditions qui permettent au Pakistan de lutter contre l'extrémisme religieux et l'omniprésence de l'armée dans tous les domaines de l'État.

La visite du président pakistanais Asif Ali Zardari à Kaboul le 6 janvier dernier pour discuter d'un accord sur le régime tarifaire des deux pays et la signature d'une déclaration conjointe qui souligne leur engagement contre l'extrémisme armé constitue peut-être un premier pas dans la bonne direction. Mais c'est avant tout Delhi qui peut influencer sur les craintes pakistanaises.

4 La ligne Durand est le nom donné à la frontière entre le Pakistan et l'Afghanistan.

5 Ahmed Rashid, *Descent into Chaos: How the war against Islamic extremism is being lost in Pakistan, Afghanistan and Central Asia*, Penguin books 2008, p. 219.

6 Ashraf Mumtaz, « US, NATO, India "encircling" Pakistan », *Dawn*, 29 septembre 2008.

« Il faut accepter que, comme les rivières, la langue et l'histoire, le terrorisme aussi lie l'Inde et le Pakistan [...]. Leur lutte contre l'extrémisme sera un échec si elle est menée seule⁷. » ■

20 janvier 2009

Jean Jadot (1909-2009)

ALBERT BASTENIER

Jean Jadot est décédé à Bruxelles le 21 janvier 2009 à l'âge de nonante-neuf ans. Ordonné prêtre en 1934, puis nommé évêque en 1963, il était peu connu dans notre pays, bien qu'il fut une figure notoire de l'engagement des intellectuels catholiques progressistes en Belgique. Pour nous, ce fut aussi un grand ami de *La Revue nouvelle*. Il fut l'un de ses membres fondateurs, aux côtés d'André Molitor, tous deux collaborateurs de Jacques Leclercq à *La Cité chrétienne* avant la Seconde Guerre mondiale. Impressionné par l'expérience des prêtres ouvriers, il soulignait constamment dans les différents articles qu'il publia dans la revue, la nécessité et la possibilité d'une adaptation des formes du catholicisme.

Il fit partie de notre comité de rédaction jusqu'en 1966, au moment où Rome l'appela à mettre sa clairvoyance au service de la diplomatie. D'abord nonce apostolique dans différents pays d'Asie puis d'Afrique, Paul VI lui demanda en 1973 de prendre en charge la délégation apostolique aux États-Unis. C'était une tâche difficile à l'époque. Il y demeura jusqu'en 1980. En lui confiant cette mission, le pape lui avait demandé d'agir dans un sens qui fasse que les évêques américains soient davantage des pasteurs et un peu moins des hommes d'affaires. Le renouvellement de l'épiscopat aux États-Unis fut largement son œuvre et les nouveaux évêques progressistes américains reçurent le surnom de « Jadot boys ». Mais sous le pontificat suivant, Jean-Paul II et ses conseillers, lorsque le cardinal Ratzinger devint préfet de la congrégation pour la doctrine de la foi, crurent cependant devoir

détricotier ce que Jean Jadot avait contribué à mettre en place. L'ouverture théologique et pastorale n'était plus de mise. Il termina sa carrière en 1984 comme membre du Conseil pontifical pour le dialogue interreligieux.

La dernière contribution que Jean Jadot apporta à *La Revue nouvelle* date de 1995, lors d'une table ronde sur le passé et l'avenir de notre mensuel. Ni l'âge ni l'accès aux plus hautes fonctions institutionnelles et à la prélatrice n'avaient obscurci l'esprit de cet homme ouvert. Sans agressivité, il manifestait sa connaissance des institutions humaines qui toujours cherchent à privilégier la perpétuation de leur cadre organisationnel au détriment d'une prise en considération des personnes. Dès les débuts de *La Revue nouvelle*, disait-il, « [...] nous avons un souci de fidélité, de continuité, en même temps qu'une volonté de porter une attention particulière aux problèmes qui allaient se poser. [...] nous voulions faire une revue qui se sente indépendante vis-à-vis de l'institution catholique... [...] le dialogue était notre souci central, nous n'avons jamais exclu une parole. [...] la manière de faire l'Église, pas seulement en politique mais aussi sur le plan proprement religieux, était à revoir. [...] Moi, j'aimerais voir revenir le règne de l'utopie. [...] l'utopie, ce serait de rêver d'un christianisme où l'institution serait beaucoup moins pesante et où la relation personnelle avec le Dieu de Jésus-Christ serait centrale. L'utopie d'une Église désinstitutionnalisée mais plus communautaire où le renouveau du "personnel" et de l'"intime" se conjuguerait avec une vraie solidarité avec les plus pauvres. [...] je crois qu'il y a une place pour l'imagination... ».

Lorsqu'en aparté on lui demanda où il irait chercher aujourd'hui l'inspiration pour approfondir les réflexions de la revue lorsqu'elle traite des problèmes du christianisme, il répondit avec malice et sans autre précision : « Allez voir du côté de Dostoïevski dans *La légende du Grand Inquisiteur*. » Que pointait-il en disant cela, n'ignorant pas bien sûr qu'il s'agit là d'un texte réquisitoire parmi les plus sévères qui ont jamais été formulés à l'endroit du catholicisme romain ?

7 Mohsin Hamid, « Bound by sorrows », *The Guardian*, 29 novembre 2008.

Rappelons-nous : l'auteur visionnaire des *Frères Karamazov* met en scène un nouveau procès à mort du Christ qu'instruit contre lui le cardinal Grand Inquisiteur au milieu de l'âtre fumée des bûchers où brûlent les hérétiques dans la Séville du XVI^e siècle où Jésus est revenu. « Tu veux (re) venir dans le monde et Tu viens les mains vides — lui dit-il — en promettant [aux hommes] une liberté qu'ils ne peuvent même pas comprendre dans leur simplicité et leur anarchie innée, une liberté qu'ils craignent et qu'ils redoutent, car il n'y a jamais rien eu de plus intolérable, pour l'homme et la société humaine, que la liberté... Au lieu de t'emparer de la liberté humaine, Tu n'as fait que l'accroître ! As-Tu donc oublié qu'au libre choix entre le bien et le mal, l'homme préfère la quiétude et même la mort ? Il n'y a rien de plus séduisant pour l'homme que sa liberté de conscience, mais il n'y a rien, non plus, de plus troublant... L'homme libre n'a pas de souci plus permanent et torturant que de trouver, au plus tôt, devant qui s'incliner... Est-il possible que Tu n'aies pas pensé que, chargé d'un fardeau aussi terrible que la liberté de choisir, l'homme finirait par mettre en doute et par renier ton image et ta vérité... Nous avons (donc) corrigé ton œuvre et nous l'avons basée sur le miracle, le mystère et sur l'autorité. Et les hommes se sont réjouis d'être, de nouveau, conduits comme un troupeau, et d'être libérés, enfin, d'un don aussi terrible, qui leur avait valu tant de tourments... Tout a été remis par Toi au pape, et tout, par conséquent, est maintenant au pape. Et Toi, Tu n'as qu'à ne plus revenir ou, du moins, Tu ne dois pas nous déranger entre-temps. »

Oui, que voulait nous dire Jean Jadot en faisant allusion à cette diatribe terrible par laquelle Dostoïevski stigmatise la discipline militaire instaurée par le césarisme pontifical ? À quoi bon, en effet, sauf à semer le désordre, l'anarchie et rendre le monde invivable, faire don aux hommes d'une liberté qu'ils ne peuvent ni ne veulent porter ? Ils ne demandent apparemment que du pain, des images devant lesquelles s'incliner, des ordres à exécuter. Ils réclament une organisation et c'est bien ce que l'Église leur offre.

Donc, pas d'élitisme spirituel, mais la sagesse commune. Le réalisme politique quoi !

À nous qui, lors de notre jubilé, nous demandions comment « rebondir », Jean Jadot avait tout d'abord parlé de fidélité et de continuité dans le travail qui, pour ceux de sa génération à *La Revue nouvelle*, fut si important en vue de transformer l'institution religieuse. Mais il avait immédiatement ajouté le rôle que, à ses yeux, devait garder la référence à l'utopie. Sans nul doute il savait que le procès que Dostoïevski adresse à l'Église romaine n'est pas tant celui de ses faiblesses ou même de ses trahisons, que celui de s'être substituée à la vérité du Christ, de l'avoir confisquée à son profit en transformant les difficiles incertitudes de la liberté en une obéissance aveugle. Et comment ce qui devait demeurer infiniment ouvert avait ainsi été rendu définitif dans les prétentions sans limites de son dogmatisme institutionnel.

Ayant mis sa vie entière au service d'une l'institution, fût-elle ecclésiale, Jean Jadot connaissait et ne doutait pas du rôle indispensable que toutes remplissent dans la vie collective. Ce n'était pas un naïf. Mais il savait aussi comment, telles des monstres froids, les vérités institutionnalisées en viennent à se retourner contre leurs auteurs, comme une force venant s'opposer au monde qu'ils voulaient construire. Les traditions deviennent alors non plus ce qui sert à montrer le sens qui doit être donné à la marche, mais ce qui fait peser sur chacun l'obligation de vénérer l'héritage. Elles ne sont plus que des monuments érigés sur fond de servitude, ne garantissant plus rien d'autre qu'une illusion de pérennité au travers d'une guidance autoritaire des mouvements humains. Restreignant la liberté de penser, une « vérité objective » s'empare ainsi des corps et des esprits pour les maintenir en son pouvoir.

En nous parlant comme il le fit, Jean Jadot ne nous éclairait-il pas sur le travail que notre mensuel veut poursuivre dans bien d'autres domaines encore que celui de la spiritualité ? ■